



Union Locale des Syndicats CGT du Comminges

6, avenue Foch 31800 Saint-Gaudens Tél : 05 61 89 32 37

Mél : cgtcomminges@orange.fr

22 Mars 2018

Public/Privé

Ensemble pour l'emploi, les salaires et le service public

Le 22 mars, donnera l'occasion à l'ensemble des acteurs faisant vivre les Services Publics d'aller défendre ceux-ci contre les différentes attaques gouvernementales et patronales.

Fonctionnaires, Electriciens, Gaziers, Cheminots, et salariés du privé défendons ensemble avec les Usagers l'ensemble des services publics, socle de notre société.

En aucun cas, la mise en opposition des citoyens : cheminot contre agriculteur, fonctionnaire contre salarié du privé, agent au Statut contre salarié précaire n'améliorera la situation des français.

Ne nous trompons pas de cible. C'est bien l'organisation de Service Public ou plutôt sa désorganisation et le manque d'effectifs qui dégradent la qualité de ces Services.

Ce n'est pas en livrant les parties rentables au capital que l'on améliorera le quotidien des citoyens. Les exemples sont nombreux : Hydro, Autoroutes, EDF, ENEDIS, RTE, SNCF, Hôpitaux, EHPAD, Aéroports, Eau, etc...

Ensemble, disons STOP à la casse des Services Publics et à la mise en concurrence entre salarié(e)s.

La sécurité dans le travail est un droit pour les salarié(e)s. L'emploi à vie doit devenir la norme. Nous revendiquons un travail pour toutes et tous avec un haut niveau de droits et de garanties. Les salarié(e)s de notre pays, qu'ils soient du public ou du privé propulsent la France parmi les sept premières puissances économiques mondiales. Il est normal qu'ils soient bénéficiaires des richesses qu'ils créent.

Cela ne peut se faire que par l'augmentation des salaires et une réforme fiscale progressiste. Il est temps d'en finir avec les cadeaux fiscaux et la fraude fiscale de masse dont les groupes et leurs propriétaires ultra riches sont coupables !!

Avec le statut des cheminots, celui des fonctionnaires, celui des salariés sous statut Public ou des salariés sous convention collective de branche, ce sont des droits et des garanties pour tous les salariés du Privé et du Public que la CGT revendique et pour lesquels elle appelle à se mobiliser et à lutter.

Fonctionnaires

La création immédiate d'un million de postes de fonctionnaires est nécessaire pour répondre à l'urgence des besoins envers les usagers et les conditions de travail des agents dans tous les secteurs de la fonction publique. En Haute-Garonne, cela équivaut à 26 000 créations de postes soit un apport de 500 millions de cotisations sociales et un milliard injectés dans la consommation et l'économie régionale. Nous parlons bien d'urgence. Pour le moyen et long terme, il faudra créer plus de postes pour répondre à la croissance des besoins.

TSVP→

SMIC ET SALAIRES

Le SMIC à 1800 euros et la réévaluation des salaires sur cette base équivaut à l'augmentation de salaires que se sont octroyé les patrons des entreprises du CAC 40 en 2016 soit 21%. En 1968, le SMIC a été augmenté de 35% pour le grand bien des salariés, des entreprises et de l'économie du pays !

Le SMIC à 1800 euros brut et l'augmentation des salaires sur cette base, ce sont 1,8 milliards injectés dans la consommation et l'économie départementale, et 1 milliard de cotisations sociales.

EN FINIR AVEC LE MENSONGE D'ÉTAT

La RGPP de Sarkozy et la MAP de Hollande ont supprimé plus de 150 000 postes dans la seule fonction publique de l'Etat et pourtant la dépense publique ne diminue pas, **c'est donc qu'il y a un loup quelque part !**

En réalité, toutes les économies réalisées sur le dos des citoyens et des personnels, ont servi à financer les cadeaux fiscaux aux entreprises, comme le fameux CICE qui n'a pas servi l'emploi mais les actionnaires. **La réalité, c'est le transfert délibéré de l'argent public (notre argent) dans les poches des actionnaires !**

CAP 2022 (Comité Action Publique) continue dans cette logique avec 120 000 postes supprimés mais avec une nouveauté puisque les collectivités territoriales sont particulièrement visées avec un objectif de 70 000 suppressions, les 50 000 autres étant pour l'Etat.

RÉTABLIR LA VÉRITÉ

- 1. La fonction publique et les fonctionnaires ne sont pas un coût**, ils participent à la création de richesses et au PIB de par leurs missions d'intérêt général. Les marchés publics et les investissements publics (73% pour les collectivités locales) le démontrent. Ce sont des fonctionnaires et agents publics qui font le travail et ce sont des milliers d'emplois dans le BTP et les secteurs des services qui en découlent.
- 2. Les fonctionnaires participent à la richesse économique et sociale du pays de par leurs missions.** Les agents d'EHPAD en sont l'illustration. La CGT revendique la création d'un PIB du bien vivre, le rôle de la fonction publique et des services publics est indispensable ; il doit être étendu.
- 3. Les fonctionnaires sont aussi et avant tout des salariés, des citoyens, des contribuables et des usagers.** Nous ne laisserons pas dire que 5 millions de travailleuses et de travailleurs seraient devenus un poids pour la société. Les privilégiés sont les actionnaires et les rentiers que le gouvernement défend.
- 4. Le statut des fonctionnaires mérite d'être modernisé et renforcé**, par exemple sur les possibilités de mobilité choisies entre les divers versants, sur l'accès à la formation continue, sur les déroulements de carrières. Sans oublier le déblocage des grilles indiciaires et de la grille indiciaire.

La CGT revendique que le statut des fonctionnaires, le code du travail, les conventions collectives et plus largement, les droits et garanties de tous les salarié(e)s soient renforcés.

**Grève et manifestation, jeudi 22 mars à 14h30
place Jean Jaurès à Saint-Gaudens**